

Plaidoyer en faveur de l'école primaire et de l'apprentissage

Par Thierry WEIL, professeur à Mines Paris Tech

La France dépense beaucoup pour l'éducation, mais le niveau scolaire de ses élèves de 15 ans est médiocre, les décrocheurs sont nombreux, les entreprises ne trouvent pas les personnes qualifiées qu'elles voudraient recruter. L'école française est une des plus inégalitaires au monde, le succès y dépend surtout du niveau culturel et économique des parents. Si les inégalités sont patentées dès le collège, c'est à l'école primaire qu'elles se forment et que l'on peut agir efficacement pour y remédier. Par ailleurs, le système scolaire privilégie les savoirs abstraits et dévalorise de ce fait les élèves qui pourraient s'épanouir si les enseignants montraient plus de considération pour les intelligences pratiques, les formations professionnelles et la transmission individualisée que permet l'apprentissage.

Il y a plus de 3 millions de chômeurs en France, mais aussi 300 000 à 400 000 postes non pourvus (1). Notre pays peine à recruter y compris dans des métiers relativement attractifs, faute de trouver des jeunes qualifiés. Des formations préparant à des métiers en tension manquent de candidats. Certaines entreprises industrielles délocalisent non pas pour l'attrait de moindres coûts de main d'œuvre, mais tout simplement pour trouver les compétences dont elles ont besoin (2) (3).

Pourtant, la nation a consacré (en 2014) 146 milliards d'euros à l'éducation (6,8 % du PIB, soit sensiblement plus que la moyenne de l'OCDE, qui est de 6,1 %), dont 33 milliards pour la seule formation professionnelle. Malgré cela, notre pays est l'un des plus inégalitaires. Un enfant d'enseignant a 90 % de chances d'accéder à l'enseignement supérieur, contre 9 % pour un enfant d'inactif (4).

Avant d'examiner quelques pistes pour améliorer cette situation, il importe de réfuter l'idée selon laquelle une meilleure formation serait sans effet sur le chômage.

Certains prétendent qu'améliorer les qualifications ne résoudrait pas le problème de l'emploi

Toutes les statistiques montrent que dans une spécialité donnée, on a d'autant plus de chances de trouver un emploi que l'on a poussé plus loin sa formation. Il est donc avantageux pour chacun de poursuivre sa formation initiale aussi loin qu'il le peut.

Certains économistes objectent cependant qu'en période de chômage structurel un meilleur diplôme permet seulement de doubler les moins

diplômés dans la longue file d'attente vers cette ressource rare qu'est l'emploi. Un effort de formation, même s'il profiterait à ses bénéficiaires, ne résoudrait donc pas le problème de la pénurie d'emplois. Nous aurions simplement des chômeurs plus qualifiés.

Mais de nombreuses études contredisent ce point de vue. Selon le McKinsey Global Institute, la France aurait la capacité de revenir au plein emploi en 2025, si elle disposait de 2,2 millions de personnes qualifiées de plus (bac+2 ou plus) et si elle comptait 2,3 millions de personnes peu qualifiées (en deçà du bac) en moins (5).

De même que l'on apprend beaucoup plus facilement une nouvelle langue étrangère si l'on en maîtrise déjà plusieurs, une solide formation de base, qu'elle soit professionnelle, technique ou générale, aide à acquérir ultérieurement les compétences nécessaires pour faire face à l'inconnu et exercer, demain, des métiers qui n'existent pas encore aujourd'hui.

D'ailleurs, contrairement à ce que l'on croit souvent, l'Allemagne a autant de mal que nous à proposer un travail aux personnes non qualifiées (dont le taux de chômage s'élève à 12,5 %, contre 13,9 % chez nous). En revanche, la prospérité de son économie permet de procurer des emplois aux nombreuses personnes de qualification intermédiaire (équivalente au bac professionnel), celles dont la France manque le plus (6).

Concentrer les moyens sur le primaire

Les différences de niveau scolaire entre les élèves d'une même classe d'âge deviennent patentes au collège et au lycée, mais de nombreuses études montrent qu'elles sont principalement le reflet de ce qui s'est passé avant l'entrée au collège (7). Une fois passées les classes élémentaires, le rythme d'acquisition des connaissances est principalement déterminé par les connaissances déjà acquises. Les divergences constatées à la fin de l'école élémentaire, voire en fin de cours préparatoire, évoluent donc de manière exponentielle (8).

La manière la plus efficace de lutter contre le décrochage consiste donc à agir le plus précocement possible en faveur des élèves vulnérables. Or, la France ne le fait pas, aujourd'hui : elle consacre moins d'efforts que ses voisins au cycle primaire (6 044 dollars par élève, contre 6 741 dollars en moyenne dans l'OCDE (9), soit 9 % de moins), mais elle en consacre plus au cycle secondaire, quand il est trop tard pour avoir un effet important (9 532 dollars contre 8 267 dollars, soit + 15 %). Nous dépensons donc plus pour un résultat moindre, comme le révèlent nos résultats déplorables à l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Surtout, nous sommes le pays où les résultats scolaires dépendent le plus du niveau socioéconomique des parents, et donc celui où l'ascenseur social est le moins efficace.

Cette nécessité de concentrer les moyens sur le cycle primaire (maternelle et école élémentaire) fait consensus chez la plupart des spécialistes. Aussi, Pham-Ngôc et Tausin proposent notamment de :

- donner une priorité pour accueillir à l'école préélémentaire ou en crèche, si possible dès deux ans, les enfants des familles les plus défavorisées, ceux qui ont davantage besoin que les autres d'une assistance à l'éducation ;
- mieux former les maîtres de l'école préélémentaire (appelée de manière assez sexiste « maternelle ») aux spécificités du développement des enfants entre 2 et 6 ans et aux pratiques éducatives (il ne s'agit pas de passer de la garderie, où l'on laisse les enfants jouer, à une « petite école » déjà scolaire), les préparer au repérage des difficultés et à la diversité des publics ;
- mettre en place des méthodes de suivi des compétences et des attitudes (et non de la seule acquisition des connaissances) et gérer la difficulté scolaire dans la classe et non au moyen du redoublement ou du seul soutien extérieur ;
- mieux soutenir les parents (dialoguer avec des parents parfois illettrés ou parlant mal le français et pour qui le contact avec l'école n'est pas facile) en coordination avec les autres intervenants sociaux.

On donne souvent en exemple la Finlande, où les enseignants les plus expérimentés sont affectés aux publics les plus difficiles, de sorte qu'il y est avantageux, même pour un enfant « favorisé », d'être dans une classe d'éducation prioritaire. Ce pays a des performances excellentes au test PISA, notamment pour le premier décile. L'origine socioéconomique y conditionne beaucoup moins qu'ailleurs les résultats scolaires.

Encourager le tutorat

La transmission individualisée des savoirs est performante à tous les niveaux. Le recours au tutorat, même dans les petites classes (l'élève qui maîtrise un sujet l'enseigne à un de ses condisciples), s'avère positif à la fois pour l'enseigné et pour le tuteur qui consolide ses connaissances en devant les expliquer. Cette pratique permet à l'enseignant de disposer de davantage de temps pour s'occuper des élèves les plus en difficulté ou pour donner des exercices plus stimulants à ceux qui sont le plus à l'aise.

En finir avec le mépris pour les savoirs pratiques

Le « collège unique », qui devait permettre à tous l'acquisition d'un socle de connaissances générales, s'est mis en place il y a bientôt quarante ans en imposant à tous les programmes, la pédagogie et les enseignants de l'ancien « petit lycée », c'est-à-dire des classes qui accueillaient jadis les élèves qui aspiraient à poursuivre leur scolarité dans un lycée général (le tiers d'une classe d'âge). Cet enseignement privilégie les savoirs formels et pénalise les élèves qui ne manifestent pas assez précocement les aptitudes nécessaires. Ceux-ci se retrouvent dès lors fréquemment en situation d'échec. Non seulement ils n'acquièrent pas de manière satisfaisante les connaissances transmises dans le premier cycle du secondaire, mais ils ressentent que le

collège n'est pas fait pour eux, ils s'auto-déprécient et abordent la suite de leurs études avec appréhension, quand ils ne rejettent pas en bloc un système éducatif qui les maltraite.

En situation de devoir réaliser des tâches pratiques moins abstraites, beaucoup de ces élèves retrouvent l'estime d'eux-mêmes et prennent parfois l'avantage sur des « forts en thèmes » moins adroits. La confiance en eux stimule leur appétence pour l'enseignement, y compris général, ainsi que leur désir de progresser.

Un collègue qui ferait la part belle aux projets et aux réalisations en groupe permettrait de mieux valoriser les aptitudes pratiques. L'orientation vers l'apprentissage d'un métier de réalisation y serait ressentie plus positivement, ~~comme le choix d'une voie honorable parmi d'autres possibles~~. La dextérité, l'intelligence de la main, est une aptitude qui n'est pas spécialement corrélée à un tempérament plus scolaire ni au goût pour des enseignements abstraits. La mise en valeur de ces aptitudes pratiques dès l'école élémentaire (par exemple, dans le cadre de projets de groupe devant aboutir à la construction d'un dispositif) permet de faire des formations techniques et professionnelles non plus des filières de relégation des élèves les moins « scolaires », mais une possible voie d'excellence parmi d'autres.

Donner une vision plus claire du monde du travail

La pression conjointe des parents, des enseignants et des conseillers d'orientation détourne les enfants intéressés par un métier « pratique » de la formation professionnelle. J'ai personnellement rencontré beaucoup de jeunes expliquant qu'ils avaient découvert cette voie par hasard ou qu'ils avaient d'abord dû s'orienter vers un bac général ou technique pour rassurer leurs parents.

Certains enseignants vouent aux gémonies l'enseignement professionnel, au motif qu'il privilégierait l'acquisition des seuls savoir-faire utilitaires au détriment de la culture générale qui permet à chacun de contribuer à la vie de la cité et de s'épanouir dans la société. En exagérant à peine leur propos, la voie professionnelle serait une formation « au rabais » produisant de la chair à machine plutôt que des citoyens. Malheureusement, les enfants « maltraités » par un système scolaire privilégiant l'abstraction se découragent, décrochent et finissent dans bien des cas par se considérer comme des citoyens de seconde classe. Par ailleurs, l'industrie a de moins en moins besoin de chair à machine. Elle requiert des professionnels qualifiés auxquels elle devra de plus en plus proposer des opportunités de formations complémentaires.

Le conseil de persévérer dans des études générales quand on le peut a des motivations légitimes (différer les choix, acquérir des diplômes qui faciliteront une réorientation), mais il repose aussi en grande partie sur la méconnaissance du monde du travail et des opportunités professionnelles qu'il peut offrir.

Pour réduire cette méconnaissance qui les dessert et assèche leur recrutement, les entreprises doivent davantage s'ouvrir. Beaucoup le font, notamment au travers du tourisme industriel qui se développe. Ainsi, certaines accueillent des visites scolaires ou proposent des stages à des collégiens (10).

À défaut de pouvoir informer tous les parents et tous les enfants, il serait judicieux qu'au cours de leur formation, les enseignants et les conseillers d'orientation bénéficient de stages et de programmes de découverte de l'entreprise et de ses fonctions.

Encourager l'apprentissage

Nous avons déjà évoqué les mérites du tutorat, exercé tant par les pairs que par des mentors plus expérimentés. Cette supériorité d'un enseignement individuel par la pratique et encadré est d'autant plus manifeste dans l'acquisition des savoirs appliqués, des savoir-faire et des tours de main, qui demande de l'exercice et ne repose pas sur la seule compréhension de notions formelles.

Pour ceux qui optent pour une formation professionnelle, la voie de l'apprentissage (au sein des établissements de l'Éducation nationale ou des centres de formation d'apprentis) s'avère souvent plus adaptée. Sept mois après la fin des études secondaires, environ 70 % de ceux qui sont passés par l'apprentissage sont en emploi, contre environ 50 % pour les autres (11). Il serait bon d'encourager les lycées professionnels, dont seulement 15 % des élèves bénéficient aujourd'hui d'un apprentissage, à développer cette modalité d'enseignement.

Chez nos voisins allemands, l'apprentissage est la voie d'accès quasi exclusive à plusieurs centaines de métiers. Certains y voient même une certaine forme de corporatisme (12).

L'enfer est souvent dans les détails. Ainsi, si la carte des lycées généraux et techniques est assez dense, de sorte que les élèves peuvent fréquenter ces établissements tout en continuant à habiter chez leurs parents, ce n'est pas le cas pour les centres de formation d'apprentis (CFA) et les lycées professionnels, qui sont beaucoup plus spécialisés. Ainsi, tel élève qui souhaiterait se spécialiser dans l'électricité se verra proposer une formation aux métiers de l'hôtellerie au motif que c'est la spécialité du lycée « pro » le plus proche de chez lui. Des internats sont donc une ressource clé pour ces élèves. Dans le cas de lycées mixtes (accueillant des filières professionnelles et générales), il faut lutter contre la tentation qu'ont certains responsables d'établissement de dédier une grande partie des places d'internat aux élèves des sections techniques et générales, qui, bien que moins prioritaires, sont plus faciles à gérer en termes de discipline.

Yves Malier, ancien directeur de l'École normale supérieure de Cachan issu de la voie professionnelle, énumère bien d'autres freins au développement de l'apprentissage (13). Il rappelle que jusque dans les années 1980, l'Éducation nationale recrutait plus de 2 000 professeurs de spécialités industrielles par

an, dont 80 % avaient une forte expérience de l'entreprise, que complétait, après un concours sélectif, une formation scientifique et pédagogique. Mais ces recrutements ont été abandonnés, n'entrant plus dans le cadre universitaire des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), tandis que les 14 spécialités de baccalauréats technologiques ont été ramenées à un unique programme de technologie commun, très généraliste, les deux années de BTS qui suivent ne suffisant pas à l'acquisition approfondie d'une spécialité.

Sauver la cohésion sociale

Schématiquement, le système d'éducation français produit une élite bien formée (du niveau master et plus) et de nombreux décrocheurs peu qualifiés. Il est aussi, parmi ceux des pays développés, un des plus inégalitaires, où le niveau socio-culturel des parents conditionne le plus la réussite scolaire de l'enfant et où les opportunités professionnelles dépendent le plus du diplôme initial. Il est également, avec ceux de certains pays asiatiques, un des plus stressants, l'enfant y étant confronté à ses insuffisances, à ses erreurs et à ses échecs et finissant par perdre confiance tant en lui-même qu'envers les autres.

Une école bienveillante où l'on valorise toutes les formes d'intelligence, où l'on encourage l'exploration en tolérant l'échec, où l'on apprend à travailler en groupe sur des projets, en s'appuyant sur les apports complémentaires de chacun, où les plus rapides aident les plus lents et les plus adroits ceux qui le sont moins, est la matrice de la cohésion sociale.

Cette école bienveillante, qui accompagne tous les élèves, révèle et développe leurs aptitudes, suscite estime et confiance, est un des moteurs de la montée en gamme d'une économie moderne qui repose sur la compétence et le professionnalisme de tous. C'est aussi un facteur de cohésion sociale, de capacité d'adaptation et de résilience de notre société face aux défis de l'inconnu.

Notes

- (1) Selon Pôle Emploi, plus d'un tiers des projets de recrutement dans l'industrie dont il a à connaître sont jugés difficile à concrétiser.
- (2) Sauf mention spécifique, ces constats sont documentés dans les notes de *La Fabrique de l'industrie* « Formation professionnelle et industrie, le regard des acteurs de terrain » et « L'Industrie jardinière du territoire » : <http://www.la-fabrique.fr/>
- (3) Voir par exemple Bouton & al., « Industries du luxe : la mort silencieuse du geste artisanal », *Gazette de la société et des techniques*, septembre 2015.
- (4) Ces proportions sont de 82 % pour un enfant de cadre supérieur et de 31 % pour un enfant d'ouvrier non qualifié (statistiques de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale pour les enfants entrés en sixième en 1995).
- (5) *L'emploi en France : Cinq priorités d'action d'ici à 2020*, Éric Labaye & al., McKinsey Global Institute, mars 2012.
- (6) Bertrand Martinot, *L'apprentissage, un vaccin contre le chômage*, Institut Montaigne, juin 2015.
- (7) Valérian Pham Ngôc et Gilles Tauzin, *Libertés, (in)égalités, hérédité*, Presses des Mines, 2011.
- (8) Ce qualificatif n'est pas une image rhétorique : le fait que la vitesse (d'acquisition de connaissances) soit proportionnelle à la position (la connaissance déjà acquise) est précisément ce qui caractérise mathématiquement une progression exponentielle.
- (9) Source : OCDE 2010, cité dans Pham Ngôc et Tauzin, 2011 (je n'ai pas mis à jour ces chiffres qui évoluent lentement).
- (10) On trouvera des exemples de ces bonnes pratiques sur : www.la-fabrique.fr
- (11) Ces chiffres peuvent sembler faibles, mais il faut aussi avoir à l'esprit que ces filières accueillent aujourd'hui beaucoup de jeunes en grande difficulté.
- (12) Bertrand Martinot, *op. cit.*
- (13) Yves Malier, « Formation professionnelle : les errements de l'exception française », *La Jaune et la Rouge*, décembre 2015.